

Jean-Luc Marret

Maître de recherche à la Fondation pour
la Recherche Stratégique

Prise d'otages massive en Algérie

(17 janvier 2013)

Addendum

15h30 - L'attaque par les services de sécurité algériens aurait, selon désormais plusieurs sources, fait de nombreux morts parmi les otages.

La prise d'otages sur le site industriel gazier de la British Petroleum (In Amenas) peut être considérée comme une pratique nouvelle pour la mouvance djihadiste algérienne.

Ce que l'on peut qualifier de prise d'otages massive (POM) a eu par le passé quelques précédents dramatiques :

- la prise d'otages du théâtre de Moscou en octobre 2002, où un groupe tchéchène, avec un discours sacrificiel, avait pris en otages environ 700 personnes ;
- l'école de Beslan, en septembre 2004. La libération des otages (des enfants et des enseignants) se termina tragiquement, en particulier en raison des nombreux engins explosifs improvisés que les assaillants avaient répandus dans l'ensemble du site qu'ils contrôlaient afin d'entraver les efforts des services contre-terroristes.

Mais des précédents plus lointains pourraient aussi être évoqués :

- la prise de l'hôpital de la ville russe de Boudennovsk par les hommes de Chamil Basaïev en juin 1995 (plus de mille otages et une centaine de morts) ;
- d'autres événements plus anciens (Munich, 1972 ; l'Achille Lauro, 1985, etc.).

Ces divers exemples entraînèrent une augmentation du spectre capacitaire des forces d'intervention (type GIGN) à travers le monde, en particulier un renforcement des capacités et de l'entraînement à de nouvelles situations opérationnelles (comme apprendre à ouvrir une porte en neutralisant les pièges et en identifiant et neutralisant dans le même temps les preneurs d'otages, action en milieu confiné, NRBC, etc.).

Une autre conséquence fut aussi l'augmentation des effectifs de ce type de forces, compte tenu d'un accroissement concomitant du nombre de terroristes impliqués dans ce genre d'événements de grande ampleur.

Les événements actuels sont pour l'Algérie un précédent à peu près historique dans la mesure où, même au plus fort de la guerre civile qui frappa ce pays dans les années 1990, les installations pétrolières/gazières restèrent à peu près indemnes.

La nature industrielle et internationale de la cible visée et le fait que les otages ne sont pas des touristes se promenant dans le désert font que toute comparaison avec, par exemple, la capture de 32 touristes européens par le GSPC, l'ancêtre d'AQMI, en 2003, paraît avoir une portée limitée. La présence de nombreuses armées, en particulier française, dans le Sahel ne permet plus non plus de bénéficier de « l'effet de sanctuaire » qui prévalait il y a encore quelques semaines. Le fait que des pièges, mines anti-personnel et autres, auraient été posés, semble exclure aussi la possibilité d'un simple raid de kidnapping. Ce dernier point au demeurant est une difficulté supplémentaire pour toute action coercitive de libération.

Les circonstances des événements du jour restent imprécises, voire contradictoires, aussi bien

pour ce qui concerne le nombre de victimes que l'identité des responsables de cet acte (AQMI - *katiba* des Moulathamines, ou groupuscule récemment créé ?), ou encore leurs demandes (des 4x4 avec essence pour se rendre au Mali ?).

Les installations de BP en Algérie, proche de la Tunisie et de la Libye, connaissaient régulièrement, ces dernières années, des problèmes de sécurité en raison de leur proximité avec certains flux de passage – par exemple d'armement) et une certaine omniprésence régulière de djihadistes.

Cette action, quelle que soit son évolution, a plusieurs significations et conséquences :

- il faut d'abord espérer que les capacités contre-terroristes algériennes seront suffisamment étayées et les circonstances favorables pour que le sort des otages ne soit pas mis en cause,
- ensuite, du côté djihadiste, cela nous paraît être (que cette action soit mûrement préparée ou qu'il s'agisse, au contraire, simplement d'un acte contre une cible d'opportunité qui se présentait) un indice manifeste d'une certaine réaction maximaliste de groupes terroristes qui jusqu'alors s'en tenaient à des pratiques éprouvées (engins explosifs improvisés) ou rentables (otages individuels).♦

Jean-Luc Marret

jl.marret@frstrategie.org